



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Premier ministre : personnel

Question écrite n° 71219

Texte de la question

M. Thierry Mariani prie M. le Premier ministre de bien vouloir lui indiquer l'évolution du nombre de fonctionnaires et agents contractuels au sein des services de son ministère et des services et administrations s'y rattachant et ce, au cours des cinq dernières années.

Texte de la réponse

L'évolution du nombre des agents des services du Premier ministre entre 2000 et 2005 est retracée dans le tableau suivant. Ce tableau a été établi à partir du périmètre le plus large des services qui correspond au programme « coordination du travail gouvernemental » de la mission « direction de l'action du Gouvernement » figurant dans la loi de finances pour 2006.

1° Services figurant au sein du programme « coordination du travail gouvernemental » à structure constante 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Action : coordination du travail gouvernemental						
Cabinet du Premier ministre et ministres rattachés	250	262	294	298	288	269
Secrétariat général du Gouvernement	86	86	88	89	89	90
Service d'information du Gouvernement (dont 2 gendarmes B)	101	100	107	107	105	104
Commissions rattachées aux services centraux	65	73	117	86	37	27
CIPI						
CITEP						
Action : coordination de la sécurité et de la défense						
Secrétariat général à la défense nationale	241	267	278	278	301	301
GIC + DGSE (fonds spéciaux)						
IFRI + IRIS						

Action : coordination de la politique européenne						
SGAE						
Action : stratégie et prospective						
Commissariat général au Plan	208	207	206	205	202	191
Action : coordination sectorielle						
Direction générale de l'administration et de la fonction publique	121	127	143	144	126	128
Réserve interministérielle	25	25	25	25	25	25
Direction du développement des médias (dont 2 gendarmes B)	82	87	97	97	100	101
Conseil d'analyse économique	1	2	3	3	2	5
Conseil d'analyse de la société						
Action : information administrative						
Direction de La Documentation française	232	241	238	235	239	238
Direction de La Documentation française (compte de commerce)	167	170	170	170	140	138
Centres interministériels de renseignements administratifs	26	26	28	37	38	37
Action : instances indépendantes						
Commission d'indemnisation des victimes de spoliations	26	37	38	38	38	38
Commission nationale consultative des droits de l'homme	1	1	1	1	5	5
Commission d'accès aux documents administratifs	8	8	10	10	10	10
Comité consultatif national d'éthique						
Commission de vérification des fonds spéciaux						
Action : médiateur						
Médiateur	6	6	6	6	6	6
Action : défense et protection des libertés						
CNCIS	6	6	6	6	6	6
CCSDN	1	1	1	1	1	1

Action : Conseil supérieur de l'audiovisuel	221	223	223	225	270	270
Action : soutien						
Direction des services administratifs et financiers	348	358	364	365	369	373
Total à structure constante	2 222	2 313	2 443	2 426	2 397	2 363

2° Rattachement de services nouveaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Conseil d'orientation des retraites (création 2001)		6	6	6	11	11
CNDS (création 2001)		3	3	3	3	3
Secrétariats généraux aux affaires régionales (création 2001)		51	51	51	51	51
Total		60	60	60	65	65

Services du Premier ministre ne figurant pas dans le programme « coordination du travail gouvernemental » de la mission « direction de l'action du Gouvernement » au 1er janvier 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Services interministériels de la réforme de l'État	8	10	15	47	99	117
DATAR	141	116	123	123	121	121
Total transferts 2006	149	126	138	170	220	238
Total de l'effectif compte tenu des flux d'entrée et de sortie	2 371	2 499	2 641	2 656	2 682	2 666

3° Services ayant quitté le périmètre des services du Premier ministre (par transfert ou suppression)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Commissariat de l'exposition 2004			1			
Commission nationale du débat public (CNDP)				7		
Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD)	3	3	3	3		
Conseil national de la vie associative (CNVA)	1	1	1	1		
Défenseur des enfants	1	1	1	1		
Délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales		1	1	1		
Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES)				3		

Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT)	1	20	37	37		
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC)						
Total emplois supprimés ou transférés entre 2000 et 2004	6	26	44	53	0	0
Total de l'effectif compte tenu des flux d'entrée et de sortie	2 365	2 473	2 597	2 603	2 682	2 666

Justification de l'évolution des emplois : A. Principaux écarts entre 2000 et 2001 : création du statut d'emploi des secrétaires généraux pour les affaires régionales (51 emplois) création de la Commission nationale de la déontologie et de la sécurité (3 emplois) ; augmentation des effectifs de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation (11 emplois) ; création du Conseil d'orientation des retraites (6 emplois) ; création d'emplois destinés à remplacer le personnel militaire du contingent (16 emplois) ; transfert d'emplois au profit de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (19 emplois). B. Principaux écarts entre 2001 et 2002 : direction du développement des médias : 9 transferts d'emplois d'agents mis à disposition provenant d'autres ministères et création de 1 emploi de sous-directeur ; direction générale de l'administration et de la fonction publique : 14 transferts d'emplois d'agents mis à disposition et 2 créations ; services centraux : 43 transferts d'emplois d'agents mis à disposition et 13 créations destinées au remplacement des appelés du contingent ; service d'information du Gouvernement : transfert d'emploi de 1 agent mis à disposition et 5 créations destinées au remplacement des appelés du contingent ; centres interministériels de renseignements administratifs : 2 transferts d'emplois d'agents mis à disposition ; augmentation de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et de l'Agence pour les technologies de l'information et de la communication dans l'administration). C. Principaux écarts entre 2002 et 2003 : transfert d'emplois au profit des centres interministériels de renseignements administratifs (11 emplois) ; mise en place de la Commission nationale du débat public (7 emplois). D. Principaux écarts entre 2003 et 2004 : taxations au profit des services de la réforme de l'État (35 emplois) ; augmentation des effectifs du Conseil supérieur de l'audiovisuel (45 emplois) ; transfert de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie au ministère du travail, de la santé et de la solidarité (37 emplois) ; transfert du secrétariat général de la mer au ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer (2 emplois) ; suppression de 14 autorisations de recrutement sur le compte de commerce ; suppression de 13 emplois d'agents administratifs de 2e classe dans divers services. E. Principaux écarts entre 2004 et 2005 : création de 18 emplois au profit de l'ADAE ; suppression de 14 emplois (plan pluriannuel de consolidation de l'activité de La Documentation française (3) et non-remplacement de certains départs en retraite).

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mariani](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 71219

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 juillet 2005, page 7234

Réponse publiée le : 21 février 2006, page 1790